

Version longue de l'article publié en abrégé sous le titre (choisi par la rédaction)
« Le martyr de la jeunesse syrienne doit cesser »
dans *Le Monde*, 29 janvier 2015, « Opinions », p. 13
www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/28/le-martyr-de-la-jeunesse-syrienne-doit-cesser_4855517_3232.html

La jeunesse syrienne, proie de guerre ou clé du conflit ?

Emmanuel Wallon

Professeur de sociologie politique à l'Université Paris Ouest Nanterre

L'enfance est otage de l'enfer syrien. Une dizaine d'enfants (sur un total estimé à quarante-quatre victimes) ont succombé à des frappes aériennes près de Deir ez-Zor, vendredi 22 janvier, neuf autres le lendemain à Kasham (parmi quarante-neuf victimes), une localité de cette province pétrolière âprement disputée entre le régime de Damas et Daech, l'organisation État islamique (EI). Même scénario à Rakka, le 16 janvier : huit mineurs tombaient sous des bombardements contre ce bastion de l'EI. Russes ou syriens ? L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH, basé à Londres) ne peut identifier les avions avec certitude mais assure qu'ils provenaient chaque fois d'une zone sous contrôle gouvernemental, ce qu'attestent les culasses d'obus parsemées dans les décombres. Des faits similaires s'étaient produits à Anjara (province d'Alep) : huit enfants tués et vingt blessés dans leur école, le 11 janvier. Cette semaine-là, selon l'ancien premier ministre Riad Hijab, coordinateur du Haut Comité des négociations (HCN), en tout trente-cinq élèves de trois écoles de la région seraient morts dans des opérations de l'aviation russe. À Douma, le 13 décembre 2015, huit autres avaient péri avec leur maîtresse sur un total de soixante victimes civiles.

À ce degré de récidive on ne saurait parler de bavures ou de « dommages collatéraux ». Tout indique que les forces russes ont résolu d'accabler les populations des zones rebelles. Il s'agit de creuser un fossé entre elles et les combattants de toutes obédiences pour consolider les positions des troupes loyalistes et donner l'avantage au régime en vue des négociations programmées à Genève. Comme la reconquête de l'ensemble du pays demeure hors de portée, une option alternative pour Moscou et Téhéran consiste à ménager la possibilité d'une partition du pays sur des bases aussi bien politiques que religieuses, ce qui commande d'élargir l'espace de repli des élites alaouites et des affidés du clan Al-Assad, autour de Damas et du littoral de Tartous à Lataquié. À cela, tous les moyens sont bons, y compris les armes à sous-munitions prohibées par la Convention des Nations unies de 2008 (entrée en vigueur le 1er août 2010 et adoptée par une centaine de pays, Syrie et Russie non comprises).

Dans le chaudron syrien sont expérimentées bien d'autres façons de brûler l'enfance. Des témoins ont rapporté que l'EI aurait raflé des familles entières, dont des dizaines de mineurs, dans son offensive sur Deir ez-Zor le 16 janvier. Bachar Al-Assad et Abou Bakr Al-Baghdadi convergent au moins sur un point : ils n'ont cure des innocents qui étouffent sous les gravats, sont mutilés à vie par des éclats, réduits en esclavage ou noyés dans les flots de la Méditerranée, ni de ceux qui croupissent dans la misère matérielle, morale et intellectuelle des camps de réfugiés. Les moins de vingt ans représentent pourtant un enjeu central dans la guerre que le despote de Damas a déclarée contre son peuple il y aura bientôt cinq ans et dont les djihadistes, pour beaucoup libérés de ses geôles à dessein, ont redoublé la violence.

Les factions combattantes pensent trancher le sort du pays sur le champ de bataille. Les grandes puissances prétendent jouer son futur autour d'une table à Genève. Mais seule la jeunesse détient les clés de l'avenir de la Syrie. C'est avec des graffitis d'adolescents que le soulèvement de la dignité avait débuté en mars 2011. Ce sont des jeunes des deux sexes qui, au péril de leur vie, ont couvert sur les réseaux sociaux et les médias indépendants les manifestations pacifiques que l'appareil répressif mitraillait pour transformer cette révolution en confrontation armée. C'est encore eux qui entretiennent le souffle de la résistance dans les quartiers bombardés et les villes assiégées ; eux qui, volontaires parmi les « casques blancs », se dévouent pour enterrer les morts, emporter les blessés, aider les familles à subsister dans les poches soumises au blocus des troupes gouvernementales et des milices étrangères. Rappelons que, selon Mme Kyung-Wha Kang, sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires des Nations Unies, et M. António Guterres, haut-commissaire pour les réfugiés, 1% seulement des 400 000 personnes prises au piège dans des zones assiégées a bénéficié d'une assistance alimentaire ou médicale de septembre à novembre 2015.

La jeunesse urbaine de Syrie est animée d'un souci de formation et d'un esprit d'initiative qui lui permettraient de frayer des voies – si difficiles soient-elles – vers la démocratie et la coexistence entre les composantes d'une société plus morcelée que jamais. Encore faut-il qu'elle ne finisse pas sous les ruines d'un hôpital ou d'une école visée par les Soukhoï que Moscou a dépêchés aux côtés de son sanglant allié. Qu'elle ne soit pas obligée de fuir les barils de TNT largués des hélicoptères, les nuages de gaz, les tortures de la police ou les sévices des milices. Qu'elle ne meure pas de faim dans des cités encerclées, comme à Yarmouk et Madaya qui auront attendu de trop longs mois les premiers convois de secours. Qu'elle ne croupisse pas dans des cités de toile sans horizon. Encore faut-il que ces jeunes gens et leurs cadets, sur la route de l'exil, n'entrevoient pas comme issue à leurs souffrances de se jeter, ceinturés d'explosifs, sur des témoins lointains en lesquels ils croiront reconnaître les complices de leurs bourreaux.

La communauté internationale doit miser sur l'éducation des jeunes Syriens. La première condition de ce pari consiste en une action déterminée de protection des civils en général et des enfants en particulier. Les déclarations de Ban Ki-Moon, Barack Obama et François Hollande n'y suffiront pas. Il faut rompre les sièges les plus cruels par des parachutages de vivres et de médicaments. Il faut déployer au profit des populations la couverture aérienne dont la coalition conduite par les Etats-Unis a la pleine capacité opérationnelle, pour peu qu'elle le souhaite.

Cela implique, objectera-t-on, d'affronter un sérieux risque d'accrochage avec des aéronefs russes ou syriens, avec la DCA du régime, les lance-roquettes du Hezbollah, les batteries de Daech ou les bazookas du Front Al-Nosrah. C'est pourquoi il importe de faire de l'arrêt des opérations aériennes et des tirs à l'arme lourde contre les civils une condition primordiale des négociations entre le régime et l'opposition. La résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU (adoptée à l'unanimité – donc avec l'aval de Moscou et Pékin – le 18 décembre 2015) n'exige-t-elle pas l'application intégrale du communiqué de Genève du 30 juin 2012, lequel commandait, comme mesures de confiance indispensables au dialogue entre les parties, la cessation de toute hostilité contre les populations ? De telles dispositions sont seules à même de permettre la stricte application de la résolution 2258 (unanime elle aussi) du 22 décembre 2015 sur l'aide humanitaire,

qui « exige que toutes les parties, en particulier les autorités syriennes, s'acquittent sans délai des obligations que leur imposent [...] le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme », et « réaffirme que certaines des exactions commises en Syrie pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ».

Dans un processus aussi incertain, ces mesures constitueraient un test de la volonté d'aboutir des gouvernements russe et iranien, dont le soutien à la dictature va jusqu'à la suppléer dans ses attaques (y compris terrestres pour le second), notamment dans les régions d'Idleb, d'Alep, de Hama, du Qalamoun et de la Ghouta, sans oublier les villages à majorité turkmène du nord-ouest. En plus de produire des effets politiques, elles permettraient déjà à nombre d'écoliers et d'étudiants de reprendre les cours.

Moins de 50% des enfants seraient désormais scolarisés dans l'ensemble de la Syrie, ce taux tombant en dessous de 10% dans la région d'Alep. L'enseignement scolaire au pays des Al-Assad était certes loin de l'idéal, même s'il ne se bornait pas partout à l'endoctrinement brutal dépeint avec talent par le dessinateur Riad Satouf dans *L'Arabe du futur*. Mais comment opposer une alternative à l'ancien système et aux cellules d'embrigadement de l'EI quand les préaux sont pris pour cible ? Si l'éducation est une partie de la solution, ainsi que l'admettent des dirigeants de tous bords, alors elle doit être rétablie partout où il reste des enseignants en vie et des locaux en état d'abriter les enfants. Toute attaque contre une école, d'où qu'elle vienne, doit dès à présent être considérée comme un crime contre l'humanité.

Innombrables aussi sont les mineurs éparpillés sous des tentes, des baraques et autres logements de fortune en Turquie, en Jordanie ou au Liban. Dans ce pays, un quart seulement des 500 000 réfugiés d'âge scolaire bénéficie d'un enseignement régulier. De l'aveu même de leurs responsables, les programmes internationaux sont loin d'être à la mesure de la disette de connaissances et de perspectives qui tenaille cette jeunesse, livrée à l'oisiveté et aux trafics en tous genres.

Plutôt que d'ériger de nouvelles barrières pour contenir la pression des demandeurs d'asile à leurs portes, il est temps que les autorités européennes lancent un plan de vaste ampleur – pas forcément plus coûteux que l'accord récemment signé avec le gouvernement turc de Recep Erdogan – pour dispenser formation initiale et formation professionnelle dans ces camps. Au lieu de se résoudre à voir partir vers ces régions des candidats au djihad convaincus que l'Europe se moque du sort des Syriens, son intérêt commande de soutenir massivement les organismes agréés et les associations laïques offrant leurs services en matière d'éducation. Plutôt que d'entendre disserter à perte haleine de la déchéance de nationalité, un jeune diplômé pratiquant la langue arabe devrait se voir autorisé, s'il veut se rendre utile et acquérir des compétences, à aller à la rencontre de ceux qui ont faim de savoir et d'espoir, avec l'aide de l'État, dans le cadre d'un service civique solidement encadré.

Les gouvernements européens se querellent sur la réforme de l'espace de Schengen et se barricadent de peur que les foules de réfugiés ne débordent leurs restrictifs dispositifs d'accueil. L'argument électoral a bon dos. Les partis populistes clament que la civilisation européenne est menacée par l'afflux de migrants, qu'une trop humaine hospitalité attirerait en plus grandes masses encore. Les partis libéraux et sociaux-démocrates s'empressent de céder à ces arguments de peur d'être eux-mêmes balayés par le vote xénophobe. Politique à courte vue ! Non seulement les Syriens, forcés de fuir des

terres incendiées et des campements de misère, continuent de chercher refuge dans les pays occidentaux, mais dans ces pays même des jeunes en quête d'extrême, égarés dans des parcours de vie qui débouchent trop souvent sur des impasses, confinés dans des ghettos urbains ou relégués dans une sous-catégorie de la citoyenneté, se laissent séduire par des discours de haine, des images de violence et des promesses de rédemption, préférant flamber leur vie que la consumer à petit feu.

À ceux qui prônent la non-ingérence là-bas et l'état d'urgence permanent ici, opposons les ressources de l'intelligence. D'une part, il importe d'ouvrir les classes d'accueil des établissements scolaires européens et les formations universitaires à nombre plus élevé de jeunes Syriens. De l'autre, il faut que la jeunesse de France bénéficie de moyens de compréhension à l'aune de la complexité et de l'injustice d'une situation qui ne lui est relatée qu'à travers des éclats d'actualité télévisée, à travers des bribes d'analyses aussitôt chassées par un reportage sur le gavage des oies dans les Landes ou des considérations sur la confession d'un candidat à la candidature présidentielle. Ici aussi, dans nos murs, il s'agit de parier sur l'éducation – et sur l'art, car ces deux modes d'appréhension du monde ne sauraient se passer l'un de l'autre – pour affronter l'avenir sans peur et aborder sans haine l'étranger. Cela relève de la mission de nos institutions.

La société civile n'en est pas quitte d'agir pour autant. À la vision hautaine du « *nation building* » dont on a constaté les dégâts en Irak et en Afghanistan, répondent déjà les entreprises d'une « *caring society* », aux moyens certes limités. Dans le fracas des bombes et des kalachnikovs, leur accorde-t-on assez d'attention ? Citons l'exemple de Metz, signataire dès 2013 d'une charte d'amitié avec la municipalité libre d'Alep (qui résiste tant bien que mal aux pilonnages du régime et au harcèlement de Daech), la participation de Rennes ou Grenoble au réseau des villes solidaires avec les réfugiés, les efforts de communes de tailles diverses pour entretenir des écoles à l'intérieur du pays ou sur ses frontières, les réalisations de l'association Revivre auprès des victimes de la répression et de leurs familles, l'aide apportée par Souria Houria aux jeunes artistes (et pas seulement à eux). Il faut aussi saluer le travail de terrain du Collectif du développement et du secours syrien (CODSSY, basé à Paris), fédération laïque d'associations françaises et syriennes qui forme des personnels de santé et promeut le projet « Alphabet pour une éducation alternative » avec le soutien d'une association toulousaine, de Syrie moderne démocratique laïque (MDL) qui forme sur place des assistants humanitaires à l'enfance, de l'association Ila Souria, qui organise des cours dans les camps de réfugiés, des cafés citoyens et des colloques sur la reconstruction à Beyrouth, Montréal et Paris.

Ces actions sont en relation avec celles du *think tank* Arab Reform Initiative (ARI) qui a lancé en janvier 2016 un programme de formation en droit, administration et développement urbain durable pour de jeunes syriens. Comme l'explique sa directrice Bassma Kodmani, « la formation [de futurs cadres] ne peut attendre la solution politique du conflit, car il faudra se mettre immédiatement au travail quand cette heure viendra ». De Bagdad à Tripoli, l'expérience a montré que la relève d'un régime accapareur et destructeur ne s'improvise pas.

L'éducation n'est pas un pis-aller pour panser les blessures de la guerre. Elle est une arme de paix dont il faut s'emparer d'urgence. Là-bas comme ici.

(25 janvier 2016)